

« La coopération solidaire, plutôt que l'aide au développement »

Sergio Ferrari *

Parlementaire socialiste au Tessin (Suisse italienne), président de l'Union internationale contre le cancer (UICC), figurant au nombre des oncologues les plus connus mondialement, le docteur Francesco « Franco » Cavalli est aussi un acteur de premier plan au sein de la coopération helvétique. Depuis les années 1980, il a fait de la solidarité internationale l'un de ses espaces préférés dans sa militance quotidienne. Non seulement par conviction politique, mais aussi par engagement éthique. Sa réflexion analytique et critique permet d'enrichir un débat fondamental. « Davantage que l'aide au développement, nous devons impulser une coopération solidaire », souligne Cavalli dans l'entretien ci-dessous.

Q : Quelle est aujourd'hui en Suisse la réalité de la coopération avec le Sud ?

Franco Cavalli (F.C.) : Nous affrontons une situation très difficile sur ce terrain. D'une part, les secteurs conservateurs, la droite, cherchent à en réduire le budget. Et pour y arriver aujourd'hui, ils n'utilisent pas des discours idéologiques très sophistiqués, mais des arguments techniques. Ils se camouflent derrière la thèse selon laquelle l'Etat doit économiser, sous peine de ne plus fonctionner. C'est de cette manière que, durant ces dernières années, ils ont fait approuver par le peuple plusieurs mesures d'économie. Actuellement, ils ont la partie facile.

Quant aux secteurs les plus avancés de la société et de la classe politique – ce que nous appelons habituellement la gauche – ils tiennent un discours plus timide qu'il y a 20 ans. Une rhétorique humaniste, d'aide aux réfugiés, de solidarité avec les êtres humains face aux catastrophes. Mais il n'y a jamais de réflexion approfondie. En ce sens, ce discours « humanitaire » est insuffisant aujourd'hui pour susciter une mauvaise conscience au sein de la droite. Par exemple, on ne dit pas que les migrations de réfugiés résultent d'une polarisation économique mondiale, d'une surexploitation et d'une inégalité croissante et indigne entre riches et pauvres. On ne dit pas non plus clairement que les dominants sont responsables de la situation mondiale actuelle, de l'exploitation indiscriminée des pays du Sud et des peuples appauvris. La rhétorique progressiste se limite donc à un discours d'aide, quasi religieux, qui facilite la politique de la droite.

Q : Celle-ci prétend qu'il faut réduire le budget de la coopération pour résoudre les problèmes intérieurs en Suisse...

F.C. : Bien sûr ! Mais c'est aussi le résultat d'un déficit dans la pensée progressiste helvétique qui s'autocensure et qui limite elle-même l'expression de ses arguments politiques fondamentaux.

Une coopération réellement solidaire

Q : Ces dernières semaines, le débat sur les requérants d'asile et les étrangers – autour des votations du 24 septembre – est devenu un véritable thème de

société et de civilisation. Les étrangers en Suisse (dans le Nord) et la coopération extérieure relèvent-ils d'une seule problématique ?

F.C. : Oui, ces deux thématiques sont étroitement liées. Dans le sens que si toutes les nations de la planète avaient le même niveau de développement qu'en Europe occidentale, il n'y aurait pratiquement ni réfugiés ni immigrants, ou alors à une moindre échelle. Sans aucun doute, je ne le nie pas, une partie significative des actuels requérants d'asile font partie de la catégorie des réfugiés économiques. Mais ce n'est pas une nouveauté. Quand le Tessin et plus généralement la Suisse étaient très pauvres, il y avait une émigration énorme. Il est important de faire le lien entre ces deux choses : la pauvreté et l'émigration. Parfois, on tient un discours timide parce que la réflexion sur la situation économique mondiale est menée de manière peu approfondie. Nous ne nous demandons pas réellement pourquoi le sous-développement existe et pourquoi le Nord profite tant du Sud.

Et de là, de ce vide de pensée critique, on tombe dans l'erreur de parler d'une « aide au développement ». Comme si, par exemple, la situation de l'Amérique latine correspondait à celle de la Suisse, il y a 200 ans. On entend des réflexions telles que : « Nous les Suisses, nous étions pauvres et nous nous sommes développés et aujourd'hui nous vivons bien. Cela implique que si nous aidons un peu les autres pays ils avanceront aussi ». C'est un mensonge total. Nous avons pu nous développer parce que personne ne nous en a empêchés. Mais les pays pauvres vivent aujourd'hui dans un monde globalisé et la cause principale de leur sous-développement, ce sont les lois injustes de l'échange économique existant et les accords internationaux qui favorisent les pays riches au détriment des autres, qui sont la grande majorité.

Q : L'aide au développement est donc fautive ?

F.C. : Le concept est faux. Je ne mets pas en doute la notion d'aide. Nous devons continuer à coopérer et à nous montrer solidaires. Sans ce petit apport, la situation des populations dans ces pays serait certainement bien pire. Mais nous ne pouvons pas affirmer que cette aide va entraîner le développement. La philosophie dissimulée derrière le concept « aide au développement » est erronée. Nous devons surtout promouvoir le changement politique des règles du jeu sur le plan international.

Q : Alors, quel type de coopération ici ?

F.C. : Une coopération solidaire pour soutenir ces pays et développer leur société civile. Et en même temps créer les bases d'une solution aux problèmes structurels de la planète. Sans oublier, par conséquent, qu'au travers de cette coopération nous devons favoriser la prise de conscience ici en Suisse, dans le Nord.

Et comme la « gauche traditionnelle » n'a plus cette capacité d'analyse critique, nous pouvons et nous devons promouvoir une conscience progressiste dans le Nord, en nous basant sur l'expérience et le témoignage des volontaires, des coopérant-e-s, des acteurs de la solidarité, qui vont travailler et collaborer dans les pays du Sud. Ceux qui ont connu concrètement la vie quotidienne de ces pays peuvent amener ici un discours cohérent de coopération solidaire. Ils peuvent témoigner pratiquement et se faire comprendre de tout le monde : la gauche, la droite, le centre... et donner ici la version exacte des faits.

Q : Et là-bas ?

F.C. : Coopérer pour permettre aux acteurs du Sud de développer leur potentiel progressiste, créatif, innovateur, en faveur d'un changement structurel. La réalité de ces partenaires nous parviendra grâce aux coopérants solidaires qui vont et viennent. Et ils voient « in situ » que le sous-développement ne résulte pas d'une loi naturelle ou

d'une malédiction divine, mais qu'il provient de diverses causes : l'exploitation des pays pauvres par les pays riches ; la malformation de la structure socio-économique au Sud et aussi du « mal-développement » du Nord, par exemple sa soif excessive de consommation.

Faire la différence

Q : C'est-à-dire, renforcer les acteurs les plus dynamiques.

F.C. : Cela doit nous questionner toujours. Un exemple de notre travail en tant que AMCA (Association d'aide médicale à l'Amérique centrale) : à Managua (Nicaragua), nous appuyons – parmi d'autres initiatives – l'école « Barrilete de Colores », située dans un quartier marginal de la capitale où vivent d'anciens combattants sandinistes et « contras », et qui accueille des enfants entre 2 mois et 13 ans. Mais nous nous sommes posés la question suivante : quelle différence existe-t-il entre notre travail et celui des écoles de l'Eglise catholique ? Nous résolvons le problème éducatif de 300 enfants – ce qui est important -, mais notre école est totalement éloignée de la réalité « nica ». Le ministère de l'Education ne la connaît pas. Nous ne réussissons pas, par cette expérience, à faire mûrir la conscience des autres enseignants en dehors de ceux de notre école. Nous ne garantissons pas que nos élèves sortent avec des différences spécifiques de formation par rapport à ceux des autres écoles... Par exemple, il serait bon d'introduire l'étude progressiste des mathématiques, qui fasse réellement réfléchir les enfants, ou d'autres innovations importantes pour que l'on puisse constater la différence et que l'effet multiplicateur de notre présence devienne un fait. Nous devons changer, sinon cette initiative n'a pas grand sens.

La coopération solidaire doit aider au renforcement de la société civile pour construire une alternative au système conservateur, néo-libéral et oligarchique dominant.

A titre de complément, les enseignants tessinois qui vont collaborer à ce projet ont parfaitement compris, à leur retour, ce qu'est le sous-développement. Ce n'est pas seulement ne pas avoir à manger, c'est aussi ne pas avoir une éducation qui permette aux gens de lutter pour leurs droits.

Q : On peut noter un point essentiel de votre réflexion : l'effet multiplicateur humain, interpersonnel comme facteur de différence. Est-ce ainsi que vous le comprenez ?

F.C. : Oui, c'est une question-clé. Dans le cas de quelques projets d'éducation ou de santé, on peut appuyer le personnel – les enseignants, les médecins – d'autres pays du Sud pour qu'ils y participent. Une coopération Sud-Sud, avec l'appui du Nord. Comment envoyer un enseignant argentin ou uruguayen au Nicaragua ou au Salvador sans appui extérieur ?

Q : Mais on parle toujours d'échange de personnes... d'une coopération en chair et en os ?

F.C. : Effectivement. Je pense que rien ne peut remplacer l'expérience directe. On peut lire des livres, s'informer, mais rien ne remplace le vécu quotidien d'une autre réalité. Spécialement dans ce monde globalisé où, comme je disais auparavant, il existe un bombardement de nouvelles orientées et « désinformatives », auquel s'ajoute un manque de réflexion politique mûre.

Les deux mains du coopérant

Q : Dans ce schéma apparaissent deux composantes essentielles de l'apport du coopérant : l'apport technique et sa sensibilité socioculturelle ?

F.C. : Généralement, dans les projets médicaux promus par l'AMCA, nous voyons la nécessité d'intégrer ces deux facteurs. Des gens qui apportent un savoir et qui, simultanément, adaptent ces connaissances à la réalité locale dans un processus continu d'adaptation et d'apprentissage de la réalité. Cela signifie un apport énorme, qui va aussi du Sud au Nord.

Pour réaliser tout cela, il est indispensable de faire le bon choix du candidat au départ. En ce sens, avec le temps, nous sommes devenus plus sélectifs afin de pouvoir compter sur des gens capables d'évoluer positivement dans le cadre d'une expérience au Sud, des gens qui ne restent pas paralysés face au changement culturel et qui ne rejettent pas tout en prétendant que l'on ne peut rien changer...

Q : D'autre part, l'expérience indique que vos partenaires, dans les pays du Sud, sont aujourd'hui beaucoup plus exigeants qu'il y a 20 ou 30 ans par rapport au profil des coopérant-e-s dont ils ont besoin.

F.C. : Effectivement.

Q : Vous parliez de l'apport de la coopération solidaire à la sensibilisation en Suisse, et en même temps de l'importance de l'échange Sud-Sud. Dans quelle mesure cet échange, qui n'implique pas des acteurs du Nord, peut-il se répercuter aussi dans l'information et la sensibilisation ici ?

F.C. : Il existe différents niveaux. D'une part, cet échange Sud-Sud peut être important pour la formation. Par exemple, en matière médicale, il existe des écoles ou des universités à Mexico DF ou à La Havane d'un plus haut niveau qu'à Paris ou à New York. D'autre part, l'échange Sud-Sud est aussi un apport pour les ONG et les associations du Nord. Ce sont ensuite elles qui multiplient les expériences dans la société civile. C'est notre expérience avec AMCA au Tessin ou avec mediCuba. Cet échange sert à accumuler des expériences vécues qui finissent toujours par se multiplier. Dans ce type d'action, la coopération solidaire constitue un apport significatif du Sud au développement de la conscience du Nord.

** Collaboration de presse UNITE**

Trad H.P Renk

Le profil du coopérant 2020

Dans une réalité planétaire si variable et mouvante, quel défi devra réellement affronter la coopération solidaire d'ici 15 ans ? Question posée au docteur Cavalli, sur un point très concret : quel type de coopérant-volontaire en 2020.

« Le point de départ, ce sera toujours la volonté d'une personne qui souhaite partir à l'étranger pour collaborer, aider, soutenir les autres, dans ce cas-ci la population du Sud. Mais compte tenu des tendances dominantes, je me préoccupe surtout de l'aspect information/formation du volontaire en 2020. Je constate la baisse croissante de la lecture des journaux, l'explosion de l'information via Internet : il est difficile dans un tel contexte pour un jeune de choisir l'essentiel. La jeunesse est chaque jour plus désorientée pour prendre des options politiques. Il y a 20 ou 30 ans, on entendait quotidiennement des concepts comme les pays non-alignés, le Tiers-Monde, les luttes de libération, la solidarité internationaliste... Aujourd'hui, tout cela est beaucoup moins visible. En ce sens, la tâche des ONG et des associations qui promeuvent une coopération solidaire sera toujours plus essentielle et exigeante. Il est nécessaire de former les jeunes, de les accompagner et de les aider à comprendre ce qu'est le « Tiers Monde » où ils vont aller ; de leur expliquer qu'il ne s'agit pas de se dépêcher

de partir, mais de mûrir calmement avant de faire le grand saut, afin de comprendre réellement le sens de leur décision.

Pour revenir au profil du « coopér-acteur » (coopérant-acteur) de l'an 2020, je le résumerai de la manière suivante : un être sensible envers les autres, informé, prêt à aller « contre le courant », c'est-à-dire contre les tendances dominantes générées par la désinformation, engagé et disposé à comprendre les véritables causes du « sous-développement » (Sergio Ferrari /UNITE).

Franco Cavalli et l'AMCA

Né en juillet 1942 à Locarno (Tessin), Francesco "Franco" Cavalli a étudié la médecine à Berne, puis l'a pratiqué dans cette même ville, ainsi qu'à Milan, Bruxelles et Londres. En 1978, il a été nommé chef de la division d'oncologie à l'Hôpital San Giovanni (Bellinzona). Depuis 1999, il dirige l'Institut oncologique du Tessin (OSI). Il est membre fondateur de l'AMCA (Association d'aide médicale à l'Amérique centrale).

Militant depuis sa jeunesse, il est député socialiste au Conseil national depuis 1995. Durant toute sa carrière professionnelle, il a reçu de nombreuses distinctions internationales prestigieuses qui en font l'un des spécialistes helvétiques les plus reconnus à l'échelle mondiale. En juillet 2006, il a été nommé président de l'Union internationale contre le cancer (UICC), dont le siège se trouve à Genève.



L'AMCA a célébré son 20e anniversaire en 2005. Durant ces deux décennies, elle a été activement présente au Nicaragua, au Guatemala, à Cuba, au Mexique et au Salvador. Elle a impulsé une double stratégie: l'appui financier à certains projets, spécialement en matière de santé et d'éducation, et l'envoi de coopérant-e-s (11 départs en 2006). L'AMCA est membre de UNITE, un regroupement d'une vingtaine d'ONG qui mènent une coopération entre la Suisse et le Sud par l'envoi de volontaires et qui sont co-financées par la DDC (Direction du Développement et de la Coopération). (Sergio Ferrari)